

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA CNDHL A L'OCCASION
DE LA 24^e SESSION ORDINAIRE
8 mai 2018**

Distingués membres de la Commission,

Madame le Secrétaire général de la Commission,

Mesdames et Messieurs les représentants des organes de presse,

Mesdames et messieurs,

C'est pour moi un immense plaisir de prendre la parole devant vous en cette occasion solennelle de l'ouverture de la 24^e session ordinaire de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, pour vous souhaiter tout d'abord une chaleureuse bienvenue, et vous donner ensuite un aperçu des activités ayant marqué la vie de notre institution depuis la dernière session qui s'est tenue en décembre 2017.

La présente session se tient dans un contexte national marqué par de grands défis liés aux droits de l'homme, dont le plus important est sans doute la promotion du droit à la sécurité des personnes dans le cadre des migrations internes et externes. En effet, les menaces sécuritaires entraînent notamment la dégradation de la situation économique, les populations n'étant plus en mesure de circuler et mener librement leurs activités.

Le Cameroun devra se soumettre à l'Examen périodique universel ce mois de mai à Genève, ce qui nécessite la participation de tous les acteurs des droits de l'homme dans le pays. En tant qu'une INDH, nous y avons contribué et continuerons de le faire.

A travers nos efforts tant individuels que collectifs nous avons mené plusieurs actions depuis la dernière session.

En ce qui concerne la protection des droits de l'homme, la Commission a continué de traiter les requêtes, a ouvert des enquêtes dans certains cas et effectué des visites de terrain. Dans ce sillage, une délégation a conduit une mission d'information sur l'état de la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du 5 au 8 février 2018. Une autre mission a été effectuée dans la région de l'Extrême-Nord du 9 au 13 avril 2018 afin de visiter les populations de Maga déplacées par des inondations.

Des visites des établissements pénitenciers ont été effectuées à Monatélé, dans la région du Centre, le 18 janvier 2018 ; à Bertoua, Doumé et Abong-mbang dans la

région de l'Est du 23 au 26 janvier 2018, ainsi qu'à Maroua dans la région de l'Extrême-Nord.

Il est cependant important de relever que la CNDHL s'est vu refuser l'accès à certains lieux de détention, particulièrement en ce qui concerne les suspects qui avaient entrepris une grève de la faim – les quarante-sept suspects rapatriés du Nigeria, ainsi qu'une victime blessée par balle et hospitalisée à l'Hôpital Central de Yaoundé, ceci en violation de la loi No. 2004/016 du 22 juillet 2004, texte fondateur de la CNDHL.

Pour ce qui est de la promotion des droits de l'homme, les activités menées ont été notamment :

- Une Campagne de sensibilisation aux droits successoraux des femmes, les 6 et 7 mars à Mbalmayo ;
- Un atelier de réflexion en vue de promouvoir le dialogue social et une approche axée sur les droits de l'homme dans les pratiques commerciales, le 2 mai 2018 à Yaoundé, et
- Une consultation de la société civile et des administrations publiques quant au rapport de la CNDHL sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2017, le 3 mai 2018.

Par ailleurs, la Commission a pris part à différentes réunions aux plans national et international.

Au plan national, elle a participé aux événements suivants :

- Une réunion sur la mise en place du Mécanisme national de prévention prévu par le Protocole facultatif à la Convention contre la torture, le 5 janvier 2018 ;
- Un atelier sur l'implication des administrations dans le processus d'intégration du Traité sur le commerce des armes dans la législation nationale, organisé par le MINREX les 18 et 19 janvier 2018 ;
- Un atelier de formation sur l'apatridie, organisé par le Haut-commissariat des Nations Unies aux Réfugiés le 20 mars 2018 à Yaoundé ; et
- Une table ronde sur la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, organisée par l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique le 3 avril 2018.

Au plan international, la CNDHL était représentée aux rencontres suivantes :

- le 3^e Congrès régional africain contre la peine de mort qui s'est tenu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, les 9 et 10 avril 2018 ;

- le Forum biennal des INDH du Commonwealth et le Forum des femmes du Commonwealth à Londres du 16 au 18 avril 2018 ;
- l'atelier de réseautage des organisations de la société civile sur la protection et la promotion des droits de l'enfant, à Bamako, au Mali, du 21 au 23 avril 2018 ;
- l'Atelier des Institutions nationales des droits de l'homme sur la mise en œuvre des décisions de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, à Nouakchott en Mauritanie, du 23 au 24 avril 2018.

Dans le volet de la coopération, des audiences ont été accordées à différentes personnalités et délégations, entre autres :

- Le Directeur du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique Centrale, reçu le 23 janvier 2018 ;
- Le Délégué Fédéral Canadien sur le plurilinguisme, Mme Nicoletta MARIOLINI, le 26 janvier 2018 ;
- Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Mme Ursula Muller, le 22 février 2018 ;
- Le Haut-commissaire britannique, S.E.M. Rowan James Laxton, le 14 mars 2018 ;
- Le Premier Conseiller à l'ambassade de Belgique, M. Edwin Keijzer, le 22 mars 2018 ;
- Un cadre du Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées de Genève, Mme Sharon Anderes, le 28 mars 2018 ;
- Un membre du Parlement fédéral allemand, M. Frank HEINRICH, le 10 avril 2018, et
- Le Conseiller à l'ambassade des Etats-Unis à Yaoundé, chargé de la lutte contre le terrorisme, M. Brian Morgan, le 16 avril 2018.

Nous avons entrepris des actions administratives dans les domaines du renforcement des capacités, des travaux de construction et du recrutement.

Concernant le renforcement des capacités, les membres et le personnel ont reçu une formation sur le thème : « Bonne gouvernance et droits de l'homme » le 27 mars 2018 à

Yaoundé ; une causerie éducative a également été organisée pour le personnel sur le thème : " Dialogue social, facteur de promotion de l'emploi décent " le 18 avril 2018.

Au sujet des travaux de construction, les études architecturales et techniques de l'immeuble siège de la Commission ont été reçues par le comité le 3 avril 2018, tandis que le siège de l'Antenne régionale de l'Extrême-Nord a été inauguré le 25 avril 2018.

Au chapitre du recrutement, nous avons recruté cinq chauffeurs, une traductrice et un cadre juriste. Les délégués du personnel ont aussi été élus et installés le 19 avril 2018.

Distingués membres,

Mesdames et messieurs,

Au cours de la présente session, nous nous appesantirons sur :

- la mise en œuvre des résolutions et recommandations de la 23^e session ordinaire ;
- l'adoption des rapports annuels de l'année 2017 ;
- l'élection des présidents et rapporteurs des Groupes de travail, et
- l'examen des Rapports administratif et financier.

Pour l'atteinte de ces objectifs, je vous invite tous à travailler dans un esprit de collaboration, de sorte que nous puissions épuiser l'ordre du jour dans le temps qui nous est imparti. Sur ce, je déclare ouverte la 24^e Session ordinaire de la Commission.

Merci pour votre aimable attention.